

«Le bio doit faire attention à ne pas devenir dépendant de la croissance»

Si l'économie de croissance se maintient, il y aura effondrement, avertissait le Club de Rome en 1972. Il reste beaucoup à faire – aussi en bio, dit l'économiste zurichoise Irmí Seidl.

La croissance semble être une loi de la nature; avez-vous connaissance d'une espèce qui ne désire pas croître?

Irmí Seidl: Chaque espèce croît – et disparaît. La croissance de toute vie a des limites comme les ressources, l'espace, des ennemis... Même l'homme ne croît par continuellement. Qui aimerait un enfant qui ne cesse pas de grandir (rit)?

Nos parents et grands-parents ont jugé que la croissance était positive, on parlait de la «génération ascenseur», ça allait toujours vers le haut. D'où venait cet optimisme?

La croyance en la croissance permanente est née dans les années cinquante. Selon l'historien Christian Pfister, le pétrole à bas prix, la reconstruction après la guerre et le modèle états-unien d'une production de masse bon marché ont déclenché un changement d'époque. Voyages d'agrément, frigos et autos sont devenus accessibles pour les masses, les vertus auparavant en vigueur comme économiser, réparer et prendre soin des choses qu'on utilise ont disparu. Et en parallèle l'utilisation des ressources est montée en flèche. Économistes et politiciens calculaient avec une croissance annuelle de cinq pourcents et plus. Cette dynamique de la croissance exponentielle, toujours plus à partir de plus, est rarement comprise.

Dans «Les limites à la croissance», le Club de Rome a présenté en 1972 des scénarios selon lesquels notre système mondialisé pourrait bientôt vivre des chutes et des effondrements massifs. Comment l'économiste que vous êtes voit-elle cela aujourd'hui?

Dans une étude complémentaire, Graham Turner, qui fait de la recherche à l'Institut australien pour une société durable MSSI, a écrit en 2008 dans une étude que le monde se trouve sur un chemin de type «continuer comme ça». Selon le fil de ce scénario basé sur des chiffres de 1970 à 2000, il y aurait au milieu du 21^{ème} siècle d'importantes chutes et effondrements dans la production alimentaire par habitant, la production industrielle, les réserves de matières premières et la pollution de l'environnement.

Un autre paramètre de l'étude du Club de Rome était la croissance de la population. Un thème délicat...

L'argument que la croissance de la population est le problème central est propagé par un petit groupe – mais très convaincu. Je ne peux pas être d'accord, car dans la plupart des pays à forte croissance de population on consomme et émet peu. Ces croissances sont souvent sur place un grand problème social et politique, mais ce n'est pas en soi un problème écologique mondial.

Les pays occidentaux industrialisés consomment énormément de ressources – souvent avec d'importants dommages environnementaux dans les pays producteurs pauvres. Par exemple, 64 pourcents des émissions de gaz à effet de serre dues à la consommation suisse sont produits en dehors de notre pays. S'y rajoute que les élites financières provoquent d'importantes pollutions de l'environnement. En Suisse, selon la World Inequality Database, les 50 pourcents inférieurs de la population émettent 9 tonnes de CO₂ par année, les 10 pourcents supérieurs 53 tonnes, et le 1 pourcent du dessus 195 tonnes.

L'agriculture compte toujours moins d'exploitations, mais donc toujours plus grandes, plus performantes. Est-ce que ça a aussi des avantages?

Produire en grand et intensivement dans l'agriculture peut être économiquement efficient à court terme, mais cela nécessite de grandes quantités d'énergies fossiles et d'intrants



L'économiste Irmí Seidl fait des recherches sur la post-croissance. Photo: mäd

comme les pesticides, les engrais et l'équipement correspondant. Il s'ensuit qu'on adapte la nature aux moyens de production, qu'elle est dévastée, uniformisée, polluée, surexploitée. Même les robots autonomes nécessitent d'enlever des champs les tas de pierres et les petits monticules. La production intensive est possible grâce à une forte densité énergétique et à la disponibilité permanente d'énergies fossiles.

Qu'est-ce qu'on peut objecter au désir de rendre plus efficients les travaux dans les champs et les étalles?

L'augmentation permanente de l'efficacité est la base de la croissance. À partir des années cinquante on a voulu libérer de cette manière de la main-d'œuvre pour l'industrie – et assurer

un approvisionnement alimentaire suffisant et bon marché. La majorité de l'humanité devait dorénavant travailler non plus dans l'agriculture mais dans l'industrie. L'exploitation familiale est devenue le nouvel idéal politique, avant des valets et des servantes y travaillaient. Les denrées alimentaires bon marché ont aussi permis d'augmenter le pouvoir d'achat pour la consommation de masse. En 1950 un ménage suisse consacrait 30 pourcents de ses dépenses à la nourriture, maintenant c'est 6 pourcents. Il est clair que, si manger n'était pas si bon marché, on ne donnerait pas des milliards de subventions à l'agriculture. Mais l'agriculture intensive actuelle n'est pas rentable à moyen et long terme.

Vous êtes co-auteur d'une étude sur les conséquences négatives des subventions sur la biodiversité. Vous avez trouvé plus de 160 exemples dont plus de 40 dans l'agriculture. Rien que les améliorations foncières engendrent chaque année 82 millions de francs de routes, drainages et bâtiments – souvent au détriment de la nature. Un échec de la politique?

L'agriculture a un lobby politique très puissant qui inclut aussi la technologie agricole, l'industrie chimique et alimentaire, et en partie celle de la construction. Et à côté règne le paradigme que les améliorations d'efficacité et les améliorations foncières rendent l'agriculture plus productive et meilleur marché. S'y ajoutent des conflits d'intérêts très divers, et c'est souvent l'environnement qui en pâtit. On vérifie bien que les subventions soient rentables, n'engendrent pas de tromperies etc., mais pas si et comment elles nuisent à la biodiversité et quels en sont les coûts induits. Il faudrait un meilleur contrôle financier.

La Confédération verse aux agriculteurs 746 autres millions de francs de contribution de base, 900 francs par hectare. Vous mettez ça en doute – pourquoi?

Le système actuel encourage à cultiver plus de surface et à élever plus d'animaux. Vu que ces paiements ne sont liés à aucun critère de qualité sauf les PER remplies par la plupart des exploitations, cela intensifie l'utilisation et favorise la mutation structurelle de l'agriculture. Et révèle la contradiction de la politique: D'un côté elle a l'idéal de l'entreprise familiale, et de l'autre ses subventions favorisent l'abandon des petites fermes. Il est donc nécessaire – en Suisse comme partout – de stopper, diminuer et transformer les subventions qui ont des effets écologiques négatifs. Malgré les subventions et les dégâts à l'environnement, nous avons un taux d'autoapprovisionnement net de seulement 53 pourcents alors qu'il pourrait monter à 80 pourcents avec une production écologiquement exemplaire.

C'est le but de l'agriculture biologique, qui vise aussi une durabilité sociale. «Le bio pour tous» serait-il la solution?

Je ne serais pas aussi catégorique, mais la consommation de ressources, les apports d'azote et les émissions climato-négatives de l'agriculture intensive sont nettement trop élevées. Le bio fournit assurément des inspirations importantes pour l'évolution de l'agriculture, mais il n'y a pas qu'une voie et qu'une solution. Et deuxièmement il faut le dire sans retenue: La consommation de viande doit massivement diminuer pour que le secteur agricole respecte mieux l'environnement. Et la crise sociale dans l'agriculture, qui se traduit par des taux de burnouts et de suicides supérieurs à la moyenne, doit être résolue. Car cette crise sociale est inacceptable.

Bio Suisse suit aussi une stratégie de croissance, elle veut par exemple livrer plus de produits aux cuisines de collectivités. Que doit faire le bio pour devenir grand et rester bon?

La croissance est clairement très souhaitable dans les secteurs qui utilisent les ressources de manière écologique et n'aggravent pas les dommages environnementaux. L'agriculture bio en fait assurément partie. Il me semble important pour elle qu'elle veuille à rester indépendante de la croissance. D'un côté pour croître sans diminuer l'écologie de la production, et de l'autre pour qu'on prenne conscience qu'une fois ça arrêtera d'aller toujours plus haut.

La part de marché des denrées alimentaires bio est de 11 pourcents en Suisse; cela devrait rester à ce niveau?

Ce n'est assurément pas assez, parce qu'actuellement la grande majorité de la production agricole provoque des nuisances à l'environnement. Le bio devrait s'étendre, de même que la permaculture, l'agriculture régénératrice et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Et une fois que l'agriculture respecte l'environnement, on peut accorder encore plus d'attention aux développements comme les sélections, les améliorations de qualité, la simplification du travail, l'augmentation du temps libre, l'encouragement de la biodiversité ou des adaptations au changement climatique. Je veux dire qu'il n'y aura certainement pas d'arrêt – même si la phase de croissance est passée.

Interview: Beat Grossrieder



Une experte des questions de post-croissance

L'économiste Irmi Seidl dirige l'unité Sciences économiques et sociales de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) à Birmensdorf ZH, et elle enseigne l'économie écologique à l'université de Zurich et à l'EPFZ. Elle est coéditrice des livres «Postwachstums-gesellschaft. Konzepte für die Zukunft» (2010) et «Tätigsein in der Postwachstums-gesellschaft» (2019), tous deux publiés par Metropolis-Verlag Marburg.

La bible du mouvement bio

Il y a cinquante ans, en mars 1972, paraissait «Les limites à la croissance», qui a fait sensation dans le monde entier. C'était un des premiers livres spécialisés à présenter des scénarios basés sur des modèles informatiques – une science qui en était alors encore à ses premiers balbutiements. La conclusion était aussi explosive: Si la croissance économique et la consommation des ressources se maintiennent sans frein, le monde doit s'attendre dans cent ans au plus tard à des crises sérieuses. Et l'agriculture sera aussi touchée parce qu'ayant à maîtriser des augmentations de coûts dues à la baisse des rendements et à la pollution de l'environnement. Ces conclusions étaient celles de l'équipe autour de Dennis et Donella Meadows, qui avaient publié l'étude sur mandat du Club de Rome. Le livre a été traduit en 37 langues et a atteint un tirage de 12 millions d'exemplaires. Et en 1973 il obtenait le Prix de la Paix du Commerce allemand du livre.

